



Chaire en
fiscalité et en
finances publiques

Rapport d'activités 2018-2019

TABLE DES MATIÈRES

Mot du titulaire	iii
Sommaire des réalisations de la Chaire – 2018-2019	iv
Publications à la Chaire :	1
Articles de revue	12
Livres et chapitres de livres	15
Rapports à des organismes	17
Autres réalisations, activités de la Chaire	18
Organisation d'événements	21
Présence dans les médias	26

MOT DU TITULAIRE

Longueuil, 26 juin 2019

Ce rapport d'activités résume les travaux accomplis par la Chaire entre le 1^{er} avril 2018 et le 31 mars 2019. Au terme de sa lecture, il sera possible de constater que, encore cette année, les activités de la Chaire ont été nombreuses et variées et qu'elles ont suscité beaucoup d'intérêt, tant professionnel que médiatique.

Au cours de l'année 2018-2019, la Chaire a présenté 18 publications : cahiers de recherche, regards de la CFFP et notes de recherche. Ses chercheurs ont également fait paraître cinq articles au sein de revues scientifiques ainsi qu'un livre et quatre chapitres de livres. Deux rapports à des organismes ont également été réalisés. En outre, le bulletin de veille a été publié 20 fois, soit tous les deux mardis, et ce, de septembre à juillet.

Sous l'angle des conférences, la Chaire a organisé 5 conférences, un séminaire de recherche, une journée des professeurs de fiscalité, et participé à l'organisation de la conférence TaxCOOP et à des rencontres scientifiques universitaires. Puis, ses chercheurs ont participé à diverses conférences/événements.

Enfin, parmi les autres réalisations, les chercheurs ont mis en ligne deux nouveaux outils interactifs, une capsule vidéo et la Chaire est active sur Twitter.

Pour plus de détails au sujet de ces diverses réalisations et pour nous suivre, visitez notre site Web à l'adresse suivante : <http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/>.

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le soutien financier dont elle bénéficie afin de poursuivre sa mission d'apporter une réflexion libre et indépendante sur des questions touchant la fiscalité et les finances publiques.

En terminant, si la Chaire jouit d'une forte crédibilité par la qualité de ses travaux de recherche en matière de fiscalité et de finances publiques, ses travaux sont le fruit d'une équipe diversifiée. Il convient de souligner le dévouement et l'enthousiasme de tous les acteurs (chercheurs, professionnels, étudiants et personnels administratifs) contribuant à nos projets.

Luc Godbout

SOMMAIRE DES RÉALISATIONS DE LA CHAIRE – 2018-2019

Types de publications	
Cahiers de recherche	15
Regard CFFP	1
Notes de recherche	2
Articles de revue	5
Livres ou chapitre d'un livre	5
Chroniques / Lettres d'opinion	4
Rapports à des organismes	2
Bulletins de veille	20
Total :	54

Organisations et conférence	
Journée de réflexion	1
Déjeuner-causerie	1
Journée de réseautage	1
Conférence cocktail	1
Midi-conférence	4
Conférence	1
Participation à des conférences	10
Total :	19

Autres réalisations	
Outils interactifs	2
Rapport d'activité	1
Total :	3

Publications à la Chaire :

Regard sur le salaire minimum à 12\$ en 2018 au Québec : Hausse du revenu disponible des ménages et comparaison avec les provinces qui ont annoncé l'atteinte du 15 \$

R2018-02
avril 2018

Luc Godbout et Suzie St-Cerny

Résumé

Le 1er mai 2018, le salaire minimum au Québec a atteint 12 \$ l'heure. Ainsi, le présent Regard CFFP vise à montrer l'effet de cette augmentation sur le revenu disponible dont bénéficieront les ménages qui travaillent au salaire minimum en 2018 par rapport à 2017. Puis, dans une seconde partie, l'analyse compare les résultats du Québec en 2018 avec ceux de ménages équivalents vivant en Alberta, en Ontario et en Colombie-Britannique avec les salaires minimums horaires réels à la fin de 2018 de ces provinces, puis avec un salaire minimum horaire de 15 \$.

Tout en montrant la hausse du revenu disponible de ménages travaillant au salaire minimum, l'analyse rappelle que le taux horaire n'est pas le seul facteur à considérer dans une comparaison interprovinciale.

Diffusion

- 30 avril 2018 : Entrevue radio avec Nathalie Normandeau au BLVD 102,1
- 1er mai 2018 : Article de Mélanie Noël dans *La Tribune*
- 1er mai 2018 : Article d'Éric Desrosiers dans *Le Devoir*
- 13 et 14 septembre 2018 : cité dans *La Presse+* et à Radio-Canada après le Grand débat des chefs dans des « Vérifications des faits »
- 29 octobre 2018 : cité à la radio CHOI Radio X 98,1

Entre fiscalité et gestion des fonds publics; mieux comprendre les attentes fiscales des Québécois

CR 2018-05
avril 2018

Luc Godbout, Antoine Genest-Grégoire et Jean-Herman Guay

Résumé

Un des sujets qui agitent cette précampagne concerne les choix entre réinvestir dans les services publics et réduire les impôts. Plusieurs sondages montrent depuis longtemps qu'une majorité de Québécois et Québécoises souhaitent voir les impôts réduits. Toutefois, d'autres enquêtes montrent que les Québécois réagissent mal à une diminution des services gouvernementaux. Cette nouvelle étude s'intéresse à cet apparent paradoxe entre vouloir « le beurre et l'argent du beurre ».

En posant une batterie inédite de questions sur la gestion des fonds publics, des plus générales aux plus spécifiques, une conclusion s'est imposée : les Québécois n'apparaissent pas incohérents. Plusieurs caractéristiques individuelles liées au poids des impôts, comme le revenu ou le fait d'avoir des enfants, influencent effectivement leur désir de payer moins d'impôts. L'opinion qu'ils ont quant à la qualité de la gestion des fonds publics dicte elle aussi l'opinion qu'ils ont quant au poids des impôts. Conséquemment, à leurs yeux, si l'État améliorerait la gestion des fonds publics, les citoyens pourraient payer moins d'impôts pour un même panier de services.

Diffusion

- 27 avril 2018 : Entrevue avec Gérald Fillion de RDI Économie
- 28 avril 2018 : Chronique de Stéphanie Grammond dans *La Presse+*
- 28 avril 2018 : Article d'Éric Desrosiers dans *Le Devoir*
- 28 avril 2018 : Mélanie Noël dans *La Tribune*
- Avril 2018 : Entrevue avec Nathalie Normandeau à la Radio BLVD

Portrait de l'évolution du revenu et de l'imposition du travail et du capital dans les provinces canadiennes

CR 2018-06
mai 2018

Mario Fortin et Alain Paquet

Résumé

Nous combinons les données de 1981 à 2015 des comptes nationaux et des comptes publics pour calculer les revenus réels per capita du travail et du capital ainsi que leurs taux d'imposition effectifs moyens (TIEM) au Canada et dans les provinces. En moyenne, les revenus du travail ont globalement stagné jusqu'en 1997 au Canada avant de connaître une progression généralisée jusqu'en 2008. Aux niveaux provinciaux, c'est en Alberta et en Ontario qu'on observait les revenus du travail les plus élevés jusqu'à la fin des années 90, mais l'Alberta s'est par la suite détachée du reste du pays alors que Terre-Neuve-et-Labrador (TNL) passait du niveau le plus faible au pays jusqu'en 2005 au peloton de tête après la récession de 2008-2009. Quant aux revenus du capital, ils ont fortement progressé en Alberta, en Saskatchewan et, plus récemment, à TNL, pour largement dépasser la moyenne nationale. Ainsi, en 2015, ils se situaient à environ 26 000 \$ en Alberta et en Saskatchewan et à près de 18 700 \$ à TNL, contre environ 14 000 \$ en moyenne dans les sept autres provinces.

Panorama des finances publiques du Québec – Édition 2018

CR 2018-07
juin 2018

Luc Godbout, Michaël Robert-Angers et Suzie St-Cerny

Résumé

Cette première édition du Panorama des finances publiques regroupe différents indicateurs portant notamment sur les revenus, les dépenses et la dette des administrations publiques. La situation québécoise des finances publiques s'y voit comparée à l'échelle canadienne et à l'international. De plus, des analyses historiques sont présentées.

Mise en ligne d'un outil interactif qui permet à l'utilisateur de sélectionner les principaux indicateurs de la publication

Diffusion

- 5 juin 2018 : Entrevue de Luc Godbout avec Gérald Fillion à RDI Économie
- 5 juin 2018 : Texte de Gérald Fillion sur le site de ICI Radio-Canada, Des choix budgétaires différents à Ottawa et à Québec,
- 6 juin 2018 : Texte de Vincent Brousseau-Pouliot dans *La Presse+*, « L'interventionnisme à son plus haut niveau en 20 ans »
- 6 juin 2018 : Entrevue de Luc Godbout à l'émission de Paul Arcand au 98,5 FM
- 6 juin 2018 : Entrevue de Luc Godbout à l'émission de Mario Dumont
- 6 juin 2018 : Texte de Gérard Bérubé dans *Le Devoir*, « Le Québec soutient la comparaison en matière de transferts fédéraux »
- 6 juin 2018 : Éditorial de Jean-Robert Sansfaçon dans *Le Devoir*, « Comptabilité n'est pas qualité »

Simulateur fiscal du Québec. Mesurer les effets de changements de paramètres fiscaux du gouvernement du Québec. Document accompagnateur

CR 2018-08
juin 2018

Luc Godbout, Julie St-Cerny-Gosselin, Suzie St-Cerny, François Delorme et Anna Kerkhoff

Résumé

Le principal objectif du Simulateur fiscal du Québec est de permettre aux utilisateurs de calculer l'effet de modifications de principaux paramètres fiscaux sur les recettes fiscales du gouvernement du Québec en 2018, ainsi que sur le revenu disponible des ménages québécois. Par exemple, que coûterait au gouvernement du Québec une hausse du montant personnel de base de 1 000 \$? Quelle économie cela représenterait pour une famille monoparentale avec un enfant gagnant 50 000 \$? Si, plutôt, le seuil le plus élevé du barème était rehaussé? Le simulateur permet de modifier dix-neuf variables et, pour chacune, entre un et vingt changements sont possibles.

Mise en ligne du Simulateur fiscal

Conception d'un tutoriel vidéo

Diffusion

- 13 juin 2018 : Chronique de Stéphanie Grammond, « Ces impôts dont vous êtes le héros », dans *La Presse+*
- 13 juin 2018 : Texte dans *La Tribune*
- 22 juin 2018 : Texte de Dany Provost paru dans *Les Affaires* (site Web) : « Un simulateur pour ne pas se faire endormir par les politiciens »

Famille et fiscalité : le Québec est-il encore un paradis pour la famille en 2018?

CR 2018-09
juin 2018

Luc Godbout, Suzie St-Cerny et Michaël Robert-Angers

Résumé

La Chaire a publié en 2008 une analyse du soutien financier offert aux familles québécoises, portant principalement sur l'année 2008, qui montrait que les mesures fiscales, conjuguées aux autres aides accordées aux familles, étaient particulièrement avantageuses. Dix ans plus tard, l'environnement économique a évolué, les mesures fiscales dédiées aux familles ont subi d'importantes modifications et la tarification des services de garde a été révisée. Les constats effectués en 2008 s'avèrent-ils encore aujourd'hui?

Le cahier de recherche répond à ces questions en effectuant notamment diverses évaluations du soutien pour les familles avec enfants et en les comparant dans le temps et avec d'autres juridictions.

Diffusion

- 14 juin 2018 : Chronique de René Vézina à l'émission *Gravel le matin* de ICI Radio-Canada Première (par erreur avant la date de publication)
- 21 juin 2018 : Midi-conférence de la Chaire.
- 21 juin 2018 : Annoncé à l'émission *Le 15-18* d'ICI Radio-Canada Première
- 21 juin 2018 : Luc Godbout à l'émission de Gérald Fillion RDI Économie
- 22 juin 2018 : Texte dans *Le Devoir*, « Le Québec toujours favorable aux familles »
- 22 juin 2018 : Luc Godbout à *Puisqu'il faut se lever* au 98,5
- 27 juin 2018 : Texte de Mélanie Noël dans *La Tribune*, « Dix ans plus tard, le Québec est toujours un paradis pour les familles ».
- 4 juillet 2018 : Éditorial de Jean-Robert Sansfaçon dans *Le Devoir*, « Fiscalité: les enfants d'abord ».
- Septembre 2018: « Le Québec est-il encore un paradis pour les familles ? » *L'Actualité*, vol. 43, n° 09, p. 10.
- 14 et 15 septembre 2018 : ICI Radio-Canada Télé (diverses villes) et RDI
- 12 octobre 2018 : Cité dans le texte « Le paradis des familles » écrit par Brigitte Breton, *Le Soleil*.

La détaxation des livres au Québec : Une évaluation exploratoire quant à l'accès au livre et à l'essor de la littérature québécoise

CR 2018-10
août 2018

Antoine Genest-Grégoire, avec la collaboration de Luc Godbout

Résumé

Le Québec détaxe les livres sous le régime de la TVQ. Cette mesure vise, d'une part, à favoriser l'industrie du livre qui est au cœur de la spécificité québécoise et, d'autre part, à maintenir l'accès à ce produit culturel à tous les contribuables.

Les études de l'OCDE et certains résultats de la Chaire semblent indiquer que cette mesure est inefficace. À l'aide des microdonnées historiques de l'Enquête sur les dépenses des ménages de Statistique Canada, ce projet vise à mesurer l'élasticité-prix des livres par décile de revenu afin de mesurer l'effet de la mesure.

Diffusion

- 8 août 2018 : Article d'Éric Desrosiers, *Le Devoir*, « L'aide aux livres serait à revoir »

Le traitement fiscal du poker et autres jeux en ligne

N 2018-01
août 2018

Anne-Julie D'Auteuil

Résumé

Cette note de recherche reprend le contenu de l'essai rédigé dans le cadre de la maîtrise en fiscalité. Anne-Julie D'Auteuil est récipiendaire d'une bourse d'excellence octroyée par la Chaire et visant la transformation d'un essai de qualité en une note de recherche.

La présente note de recherche, par une analyse de la législation et de la jurisprudence canadienne applicable, permet de clarifier les facteurs déterminants dans la qualification du traitement fiscal des gains tirés du poker. De plus, ces critères seront comparés avec ceux annoncés par les autorités fiscales afin de valider si les cotisations des joueurs de poker sont basées sur une interprétation adéquate de la législation canadienne en vigueur.

Financement participatif et interactions avec la fiscalité

CR 2018-11
sept. 2018

Jasmine Demers Moreau et Sarah Gosselin

Résumé

L'engouement que connaît présentement le financement participatif peut être comparé à la popularité et à la visibilité qu'ont d'autres mouvements promus par des plateformes technologiques. On peut penser, entre autres, à l'économie collaborative et au commerce en ligne. Comme pour les autres phénomènes, l'émergence du financement participatif force une réflexion sur l'application du cadre légal et fiscal existant.

Pour ce faire, le cahier de recherche dresse d'abord un portrait de la position des autorités fiscales et de la réglementation des autorités des marchés financiers au Canada. Ensuite, l'analyse s'intéresse aux différents modèles afin d'en présenter les principales considérations fiscales. Finalement, divers enjeux fiscaux touchant une campagne de financement participatif sont soulevés.

Changements apportés au droit de mutation et au droit supplétif prévu dans la Loi sur les impôts depuis 2016

N 2018-02
août 2018

Valérie Poulin-Champagne

Résumé

Cette note de recherche reprend le contenu de l'essai rédigé dans le cadre de la maîtrise en fiscalité. Valérie Poulin-Champagne est récipiendaire d'une bourse d'excellence octroyée par la Chaire et visant la transformation d'un essai de qualité en une note de recherche.

Quelques modifications furent apportées au fil des années à la LDMI ainsi qu'à la LI. En 2016, le discours sur le budget du ministre des Finances, M. Carlos Leitão, ouvrait la porte à de grands changements au niveau des exonérations du droit de mutation qui sont permises ainsi qu'à la règle anti-évitement. Ces changements sont exposés et analysés à la lumière du projet de loi 112, présenté à l'Assemblée nationale le 15 novembre 2016 et sanctionné le 8 février 2017. D'autres modifications annoncées en 2016 et 2017 seront également abordées.

Prioriser le court terme au détriment du long terme: Les contraintes sur la marge de manœuvre fiscale et les investissements futurs

CR 2018-12
oct. 2018

Olivier Jacques

Résumé

Alors que les dépenses sociales publiques augmentent à travers le temps, les revenus générés par la taxation tendent à se stabiliser dans les pays occidentaux depuis la fin des années 80. La transition vers une société post-industrielle ainsi que le vieillissement de la population augmentent la demande pour la couverture publique des risques sociaux, mais la concurrence fiscale limite la capacité des gouvernements d'accroître les revenus tirés sur certains types de taxes. Comment les gouvernements réagissent-ils à ces pressions contraires sur les finances publiques?

Ce cahier de recherche introduit le concept de marge de manœuvre fiscale. Alors que les revenus se stabilisent et que les dépenses sociales augmentent, la marge de manœuvre fiscale des gouvernements se contracte : les États sont de moins en moins en mesure de financer d'autres missions de l'État que les dépenses sociales, particulièrement celles qui offrent surtout des bénéfices à long terme plutôt qu'à court terme.

Le cahier présente une analyse empirique des choix fiscaux de 22 pays de l'OCDE de 1980 à 2015 et montre que ces choix traduisent un biais de court terme dans la prise de décision gouvernementale.

Diffusion

- 19 octobre 2018 : Texte de Éric Desrosiers dans *Le Devoir*

Qu'en est-il de l'incitation au travail au Québec? Explications, illustrations et pistes de réflexion

CR 2018-13
oct. 2018

Luc Godbout, Michaël Robert-Angers et Suzie St-Cerny

Résumé

Au Québec, la prime au travail (mesure du Québec) et la prestation fiscale pour revenu de travail (mesure fédérale) constituent deux mesures fiscales jouant essentiellement le même rôle : soutenir le revenu et inciter au travail, surtout dans la zone de revenus des travailleurs quittant l'aide sociale.

Les deux mesures sont coordonnées au Québec et donc, le présent cahier de recherche en fait une description combinée et montre la façon dont celles-ci s'inscrivent dans le régime fiscal des particuliers au Québec.

Après avoir notamment expliqué les paramètres des mesures, leurs effets sur le revenu disponible et sur les taux d'imposition implicites sont illustrés pour les travailleurs à faible revenu de quatre situations de famille. Puis, comme il est possible de moduler différemment la mesure fédérale au Québec, le cahier présente des pistes de réflexion sur la forme que pourrait prendre la plus récente annonce fédérale de bonification.

Diffusion

- 12 octobre 2018 : Texte de Francis Vailles dans *La Presse+*, « La trappe des pauvres »
- 12 octobre 2018 : Entrevue de Luc Godbout à l'émission *Dumont* (TVA-LCN)
- 12 octobre 2018 : Entrevue de Suzie St-Cerny à l'émission RDI Économie

Luc Godbout, Yves St-Maurice, Matthieu Arseneau et Suzie St-Cerny

Résumé

La Chaire s'est intéressée à la question de la soutenabilité budgétaire du gouvernement du Québec dans un contexte de vieillissement de la population à quelques reprises dans le passé. L'édition 2018 de ce rapport constitue donc une mise à jour dans laquelle, bien sûr, chacune des hypothèses utilisées pour faire une projection de moyen et de long terme, a été revue pour tenir compte des plus récents travaux de recherche sur le sujet et des plus récentes statistiques.

L'objectif d'un tel exercice est de savoir ce qui nous attend sur un horizon de moyen et de long terme, permettant d'arrimer le panier de services d'aujourd'hui avec le niveau de fiscalité et d'endettement qui en découle. Il est clair que dans 20 ans, notre projection principale ne se sera pas matérialisée. La raison est simple; les décideurs politiques auront, au fil des années, pris des décisions, souvent difficiles, afin d'équilibrer le budget de l'État québécois.

Mais, faire un tel exercice s'avère tout à fait pertinent pour illustrer les tendances lourdes de l'évolution des revenus et des dépenses du Québec dans un contexte où la transition démographique créera des pressions sur le financement des services publics alors qu'elle atténuera parallèlement la croissance économique et les revenus de l'État.

Diffusion

- Midi-conférence le 7 novembre 2018.
 - 7 novembre 2018 : Présence de Yves St-Maurice en entrevue à RDI Économie
 - 8 novembre 2018 : Article de Hélène Baril, *La Presse* + « Le Québec sera rattrapé par les déficits chroniques »
 - 8 novembre 2018 : Article d'Éric Desrosiers, *Le Devoir* « Finances publiques : des tendances budgétaires insoutenables à long terme »
 - 24 janvier 2019 : Texte de Stéphanie Grammond, *La Presse*+ « Pauvres petits-enfants des boomers! »
-

Luc Godbout, François Vaillancourt et Anna Kerkhoff

Résumé

L'imposition des gains en capital au Canada a été introduite en 1972 à la suite des recommandations de la Commission royale d'enquête sur la fiscalité. Le présent document retrace l'évolution du système en se concentrant en particulier sur les trois points suivants :

1. l'interaction entre l'imposition des gains en capital et les droits de succession, ces derniers étant ramenés à zéro dans les années 70 (au Québec dans les années 80);
2. l'introduction progressive (1985) et l'abolition abrupte (1994) d'une exonération cumulative des gains en capital (ECGC) disponible à tous les contribuables;
3. l'évolution du taux d'inclusion (50 % en 1972-1988 ; 66 2/3 % en 1988-1989; 75 % en 1990-2000; et 75 à 66 2/3 % à 50 % en 2000 et 50 % par la suite)
4. les approches convergentes puis différentes sur l'inclusion des gains en capitaux dans le revenu imposable de l'Ontario et du Québec.

Après un bref rappel du contexte de l'imposition des gains en capital au Canada, le cahier se divise en trois parties. La première partie, de nature historique, présente un ensemble de statistiques sur l'importance de l'imposition des gains en capital au Canada (montant en dollars, nombre de contribuables, dépenses fiscales connexes, et ainsi de suite pour les années clés) puis traite de l'interaction entre imposition des gains en capital et droits de succession. La deuxième partie rappelle brièvement le pour et le contre de taxer les gains en capital puis examine divers impacts possibles de l'ECGC. La troisième partie du texte examine les modifications du taux d'inclusion de 2000 et les positions de l'Ontario et du Québec sur ce taux.

Diffusion

- Midi-conférence le 14 novembre 2018.

Luc Godbout, Antoine Genest-Grégoire et Jean-Herman Guay

Résumé

Les débats à propos de la taille de l'État sont au cœur des échanges politiques au Québec comme ailleurs. Le Québec présente un État de grande taille par rapport à ses voisins nord-américains et qui ressemble plus à ceux des pays d'Europe. Plusieurs études de la Chaire se sont penchées sur les sources du financement de l'État québécois, en cherchant à comprendre la perception et la compréhension des citoyens en lien avec la fiscalité. Cette étude vise à compléter ce portrait en se penchant sur l'autre visage de l'État québécois, celui des services qu'il offre en contrepartie de cette fiscalité. À l'aide d'un sondage, nous avons cherché à mesurer la satisfaction des Québécois à l'égard des principaux services publics et à discerner les facteurs qui influencent cette satisfaction.

Les Québécois présentent généralement un niveau d'appréciation faiblement positif des services publics, la note moyenne qu'ils donnent à l'ensemble des services étant de 5,8 sur une échelle de 10 points. Les services qu'ils semblent apprécier le plus sont les infrastructures de loisirs, tels que les parcs ou les bibliothèques, les institutions d'enseignement supérieur et les garderies. À l'opposé, les services pour lesquels la satisfaction exprimée est la plus faible sont les routes, les centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) et les hôpitaux.

Contrairement à ce qu'observent d'autres chercheurs, l'analyse n'identifie pas de facteurs individuels qui sont associés à une satisfaction plus ou moins élevée, à l'exception du fait d'être retraité. Elle n'observe pas de différences systématiques dans l'appréciation des services en fonction du genre, de l'âge, du revenu ou de la parentalité. De plus, il n'y a pas de différences d'importance de satisfaction entre les personnes n'ayant pas de contact avec un service et celles dont un membre de la famille a fait usage dans la dernière année. Par contre, il est possible d'observer une relation significative entre le fait d'appuyer le parti politique au pouvoir au moment du sondage et l'appréciation des services. Une relation significative est également négativement associée au fait de considérer les fonds publics comme mal gérés et au fait de considérer ses impôts comme trop élevés. L'utilisation de variations dans l'ordre des questions permet également de constater que les répondants semblent adopter une approche budgétaire face à l'État : ils considèrent d'abord les services offerts et évaluent ensuite le niveau des impôts en conséquence.

Nos résultats montrent que les Québécois ont une évaluation assez consensuelle de la qualité des services publics. Elle varie principalement selon des considérations générales à l'égard du gouvernement, comme l'appréciation de sa gestion, le parti au pouvoir ou le niveau perçu des impôts, plutôt que sur les caractéristiques individuelles des citoyens.

Diffusion

- 1 décembre 2018 : Article de Stéphanie Grammond, *La Presse+*, « Êtes-vous satisfaits des services publics? *Moi non plus...* » accompagné d'un outil interactif
- 1 décembre 2018 : Lettre ouverte des auteurs dans *La Presse+*.

Ouvrage collectif

Résumé

Le document regroupe une série d'indicateurs importants en fiscalité qui, bien que souvent étudiés isolément, sont rarement traités dans un même document. Il en résulte un portrait de la situation de la fiscalité québécoise regroupant les données les plus récentes présentées en plus de cinquante graphiques et tableaux brièvement expliqués.

Diffusion

- 10 janvier 2019 : Lancement du Bilan de la fiscalité au Québec. 165 participants
- 10 janvier 2019 : Entrevue avec Gérald Fillion de Luc Godbout à RDI Économie
- 10 janvier 2019 : Article de Gérald Fillion Radio-Canada « Charges fiscales élevées, moins d'inégalités »
- 10 janvier 2019 : Article dans *Montreal Gazette* « Quebec remained the most-taxed province in 2017, report shows »
- 10 janvier 2019 : « Bilan fiscal et allocution du ministre des Finances », *Le Devoir*, Quoi surveiller aujourd'hui?
- 11 janvier 2019 : Entrevue de Luc Godbout à l'émission matinale Salut Bonjour
- 11 janvier 2019 : Entrevue avec Bernard Drainville, Radio 98,5 FM et 107,7 Estrie « Est-ce que les québécois sont plus taxés qu'ailleurs? »
- 11 janvier 2019 : Texte, à la Une, des journaux *Journal de Québec* et *Journal de Montréal*, publié par Pierre Couture « Les Québécois toujours parmi les plus imposés dans le monde »
- 11 janvier 2019 : Chronique de Francis Vailles, *La Presse* « Les gilets jaunes en France et le Québec »
- 11 janvier 2019 : Entrevue avec Mathieu Beaumont, 98,5 FM « Présentation des résultats du bilan de la fiscalité 2019 » dans l'émission Puisqu'il faut se lever
- 11 janvier 2019 : Article de François Desjardins, *Le Devoir* « Le poids de la fiscalité recule au Québec »
- 11 janvier 2019 : Entrevue avec Mario Dumont
- 11 janvier 2019 : Entrevue avec Myriam Ségal et Luc Lavoie au 93 FM Québec.
- 14 janvier 2019 : Billet de Réjean Parent, *Journal de Montréal*, « Les médias sont essentiels, la diversité encore plus! »
- 8 février 2019 : Texte de Louis Bernard du site L'Autre'journal, « Savoir profiter d'une baisse de taxes »
- 12 mars 2019, Texte de Jean-François Cliche, *Le Nouvelliste* « Vérification faite : les Québécois sont les plus taxés en Amérique »

Le fractionnement du revenu de pension: fonctionnement, enjeux et pistes et de réflexion

CR 2019-02
févr. 2019

Luc Godbout, Carole Vincent et Suzie St-Cerny

Résumé

Le fractionnement du revenu de pension a été introduit en 2007 par le gouvernement fédéral. Cette mesure, qui élargit l'unité d'imposition au couple dont un des membres a des revenus de pension, est un changement important dans la manière d'imposer les revenus de pension.

Plus de dix ans après sa mise en place, le présent cahier de recherche vise à faire le point sur cette mesure.

Diffusion

- 15 février 2019 : Article de Daniel St-Germain, *Les Affaires* « Faut-il mettre fin au fractionnement de revenu de pension? »
- 15 février 2019 : Entrevue donnée par Suzie St-Cerny à RDI Économie « Doit-on abandonner ou maintenir le fractionnement de revenu de pension? »
- 15 février 2019 : Blogue de Gérald Fillion, Ici Radio-Canada « Doit-on maintenir le fractionnement de revenus de pension? »
- 16 février 2019 : Texte de Stéphanie Grammond, *La Presse* + « J'ai réduit nos impôts... mais c'est toi qui paies »

Guide des mesures fiscales

CR 2019-03
mars 2019

Ouvrage collectif

Résumé

Le Guide présente les principales mesures fiscales visant les particuliers des gouvernements fédéral et du Québec sous forme de fiches descriptives. Cette deuxième mouture présente 70 fiches descriptives réparties en 13 sections thématiques. Il existe une panoplie d'endroits où les contribuables peuvent se renseigner sur les mesures fiscales qui peuvent les toucher, dont bien entendu les sites des agences fiscales gouvernementales. Les fiches du Guide se distinguent en ce que, en plus de décrire les paramètres des mesures et les facteurs d'admissibilité, chacune présente aussi l'objectif, le coût, des éléments « bon à savoir et à retenir », une illustration de la mesure, une courte section historique ainsi que les sources vers les sites officiels des gouvernements.

Ces fiches visent, entre autres, à aider les contribuables du Québec à remplir leur déclaration de revenus. Ainsi, les paramètres des mesures fiscales sont ceux de l'année d'imposition 2018. La Chaire mettra à jour ces paramètres annuellement. Évidemment, bien que les fiches descriptives renferment des informations sur les mesures, les informations officielles demeurent celles des agences des gouvernements.

Diffusion

- Nombre de vues sur un an au 31 mars 2019 : 21 616
- 31 mars 2019 : Article de Stéphanie Grammond, *La Presse*+, « 20 trucs et nouveautés pour réduire vos impôts »

Articles de revue

Analyse budgétaire 2018 – Se prémunir contre les déficits

Luc Godbout et Suzie St-Cerny

Résumé

Le projet analyse les budgets du Québec et du fédéral 2018-2019. L'analyse utilise un point de vue de finances publiques ou de politique fiscale.

Diffusion

– Revue Stratège, 23(2), 6-13 – 2018

Autonomie fiscale des entités fédérées au Canada : enjeux et perspectives

Luc Godbout et Tommy Gagné-Dubé

Résumé

Les administrations provinciales et locales du Canada perçoivent un peu plus de la moitié des prélèvements obligatoires au pays. Cette situation, unique au sein des pays membres de l'OCDE, découle en majeure partie du partage des compétences et des pouvoirs de taxation dévolus aux gouvernements fédéral et provinciaux lors de la création de la fédération canadienne. Au fil des années, les entités fédérées du Canada ont mis en place différents prélèvements obligatoires et concluent entre elles des accords de location des champs fiscaux, puis des accords de perception fiscale, si bien qu'aujourd'hui les champs des principaux impôts sont occupés simultanément par l'administration fédérale et par les provinces. Néanmoins, malgré l'autonomie fiscale des provinces, les impôts prélevés au Canada d'un océan à l'autre demeurent relativement harmonisés.

Diffusion

Revue européenne et internationale de droit fiscal, N° 2019/1, p. 77-86.

Le Québec et l'accès aux renseignements internationaux: entre protection des renseignements et échanges autorisés

Sébastien Brault, Julie St-Cerny-Gosselin, Lyne Latulippe et Marie-Thérèse Dugas

Résumé

L'accès aux renseignements fiscaux provenant d'États étrangers présente un défi pour le Québec. Dans son rapport *Paradis fiscaux : plan d'action pour assurer l'équité fiscale* présenté en novembre 2017, le gouvernement du Québec indique que l'accès à ces renseignements est limité et que la collaboration avec le gouvernement fédéral et l'Agence du revenu du Canada (ARC) est importante. Sur le plan technique, bien que les lois fiscales au Canada et les ententes administratives Canada-Québec concernant l'échange de renseignements permettent à l'ARC de communiquer des renseignements fiscaux à Revenu Québec, l'autorisation des États étrangers est requise en matière d'échanges de renseignements provenant de ces États. Ces autorisations peuvent être prévues dans les traités fiscaux internationaux (conventions fiscales bilatérales et accords d'échange de renseignements fiscaux). Toutefois, à l'exception des conventions fiscales entre le Canada et les États-Unis, l'Allemagne et le Royaume-Uni, les traités fiscaux internationaux mis en œuvre au Canada empêchent ou omettent d'autoriser la communication de renseignements à Revenu Québec. Les auteurs précisent que des demandes d'autorisations particulières adressées par l'ARC aux administrations fiscales étrangères par le biais de la Convention multilatérale concernant l'assistance administrative mutuelle en matière fiscale pourraient être une option qui permettrait à Revenu Québec de mettre la main sur ces renseignements étrangers.

Diffusion

– Revue de planification fiscale et financière, vol. 38, no3, p. 505-540

Report des prestations des régimes de retraite: un outil de flexibilité

Luc Godbout, Antoine Genest-Grégoire, René Beaudry et Bernard Morency

Résumé

À la suite de la publication du cahier de recherche sur la flexibilité du RRQ, (2017-08), cette étude a été transformée en un court texte en anglais et en français publié par l'Institut CD Howe. Deux des membres de la Commission D'Amours et du comité des politiques de retraite de l'Institut ont appuyé la rédaction.

Diffusion

- Publié dans CD Howe Ebrief, juin 2018
- Conférence téléphonique avec les membres du CD Howe Institute
- Lettre ouverte dans le Financial Post
- Chronique de Daniel Germain dans *Les Affaires*
- Chronique de Rob Carrick au Globe & Mail
- 14 juillet 2018 : Entrevue à l'émission More than Money
- Reprise du texte sur les sites de Taxnet Pro, Benefits Canada, Investment Executive, Wealth Professional, Advisor.ca, Finance et Investissement et Conseiller.ca

Transparence et information fiscale : outils privilégiés par le Canada avant et après la naissance du projet BEPS (actions 5, 12 et 13)

Michaël Robert-Angers et Lyne Latulippe

Résumé

Cet article traite des gestes posés par le Canada en matière de transparence fiscale en les mettant en perspective avec les recommandations de l'OCDE à ce sujet dans le cadre du projet de lutte contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (BEPS). Dans un premier temps, les auteurs présentent brièvement quelques mesures adoptées par le Canada après 1996, mais avant le projet BEPS de l'OCDE, puis analysent les engagements du Canada envers les recommandations de l'OCDE en matière de transparence (actions 5 et 12). L'analyse s'attarde plus particulièrement sur les recommandations de l'OCDE visant la documentation en matière de prix de transfert et la déclaration pays par pays (action 13). Les auteurs abordent les règles et les effets de la mise en œuvre de la déclaration pays par pays au Canada en précisant les sociétés visées par cette nouvelle mesure et la valeur ajoutée des nouvelles informations qui seront obtenues. De plus, l'arrimage entre ces nouvelles informations et les exigences en matière d'obtention de renseignements qui étaient déjà en place est évalué. Il est également question de l'administration des informations obtenues par l'Agence du revenu du Canada, de leur utilisation probable et de leur partage entre administrations fiscales. Finalement, les auteurs s'interrogent sur l'incidence de l'absence d'engagement de la part du Canada à mettre en place la recommandation d'exiger un fichier principal et un fichier local pour évaluer les risques fiscaux en matière de prix de transfert.

Diffusion

– Revue de planification fiscale et financière, Vol. 38, n° 2, p. 411-464.

Livres et chapitres de livres

Éléments de la finance responsable : Une approche multidimensionnelle,

Directeurs, Frank Coggins, Claudia Champagne et Lyne Latulippe

Résumé

Cet ouvrage collectif, publié par Les Éditions Yvon Blais en collaboration avec la Chaire Desjardins en finance responsable et sous la direction de Frank Coggins, Claudia Champagne et Lyne Latulippe, contribue à mieux définir et délimiter la finance responsable en la décloisonnant dans une perspective multidimensionnelle.

L'ouvrage regroupe des textes d'universitaires de différentes disciplines ainsi que de spécialistes de l'industrie financière et propose des pistes pour tendre vers une meilleure finance, vers une finance plus responsable. Cet ouvrage comprend, entre autres, un chapitre intitulé *L'éthique fiscale, un enjeu pour la gouvernance d'entreprise et les finances publiques*, et regroupe des textes de chercheur(e)s en politique fiscale et finances publiques, dont celui de Marie-Pierre Allard, professeure du département de fiscalité de l'École de gestion de l'Université de Sherbrooke, et de Lyne Latulippe, professeure et chercheure principale à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

Diffusion

- Livre des Éditions Yvon Blais (2018)
Lancement le 17 mai 2018
-

Ouvrage *Fiscalité spécialisée* – chapitre 1

Luc Godbout et Tommy Gagné-Dubé

Résumé

La Chaire a été sollicitée pour mettre à jour une section du chapitre 1 du livre qui traite de l'historique de la fiscalité canadienne et québécoise, de l'importance de l'imposition au Canada et au Québec, et des grands principes de la politique économique fiscale.

Diffusion

- Mise à jour annuelle du chapitre 1 de l'ouvrage *Fiscalité spécialisée*, 32^e édition 2019
-

Risque de réputation et transparence fiscal: un pas vers une prise de décision fiscalement responsable?

Lyne Latulippe

Résumé

Chapitre pour l'ouvrage collectif, publié par Les Éditions Yvon Blais en collaboration avec la Chaire Desjardins en finance responsable et sous la direction de Frank Coggins, Claudia Champagne et Lyne Latulippe, contribue à mieux définir et délimiter la finance responsable en la décloisonnant dans une perspective multidimensionnelle.

Diffusion

- Livre : Éléments de la finance responsable : Une approche multidimensionnelle, Éditions Yvon Blais (2018)
-

« Large accounting firms and tax planning in a 'fair tax' era »

Lyne Latulippe

Résumé

Chapitre pour l'ouvrage collectif sur le thème de la justice fiscale et de l'impôt corporatif qui analyse le rôle de différents acteurs dans ce débat au cours des dernières années.

Le chapitre examine le rôle crucial des professionnels de la fiscalité, particulièrement les grandes firmes comptables, d'une part dans la fourniture de conseils en politique fiscale, et d'autre part dans la mise en œuvre de stratégies fiscales complexes. Le chapitre examine ensuite les liens entre les professionnels de la fiscalité et les ONG et la manière dont les premiers réagissent aux campagnes menées par ces derniers en matière de justice fiscale.

Diffusion

- Chapitre 6 pour le livre : Business, Civil Society and the 'New' Politics of Corporate Tax Justice: Paying a Fair Share? 2018, 128 pages.
-

Les normes juridiques, éthiques et sociales relatives à l'évitement fiscal

Marie-Pierre Allard

Résumé

Chapitre pour l'ouvrage collectif, publié par Les Éditions Yvon Blais en collaboration avec la Chaire Desjardins en finance responsable et sous la direction de Frank Coggins, Claudia Champagne et Lyne Latulippe.

Diffusion

- Livre : Éléments de la finance responsable : Une approche multidimensionnelle, Éditions Yvon Blais (2018)
-

Rapports à des organismes

Améliorer la fiscalité et la transparence des finances publiques, c'est possible

Luc Godbout

Résumé

Mémoire présenté, par Luc Godbout, au ministère des Finances du Québec, le 9 janvier 2019

Diffusion

- Dans le cadre des consultations prébudgétaires 2019 du 9 janvier 2019
 - 11 janvier 2019 : Texte, à la Une, des journaux *Journal de Québec* et *Journal de Montréal*. Texte publié par Pierre Couture « Les Québécois toujours parmi les plus imposés dans le monde »
-

Projet de loi n° 3 visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire

Luc Godbout

Résumé

Mémoire présenté, par Luc Godbout, à la Commission des finances publiques du 6 février 2019

Diffusion

- 6 février 2019 : Texte de Hugo Pilon-Larose, *La Presse* + « Taxe scolaire : Québec favorise les riches, selon les commissions scolaires »
 - 6 février 2019 : Texte dans les journaux *Le Nouvelliste* et *Le Soleil*, publié par Brigitte Breton « Ça craque en éducation »
-

Autres réalisations, activités de la Chaire

Bulletin de veille

Luc Godbout, Lyne Latulippe, Tommy Gagné-Dubé et des étudiants de la maîtrise en fiscalité de Sherbrooke

Résumé

Le *Bulletin de veille* est un outil d'information à l'intention de toutes les personnes s'intéressant à la politique économique de la fiscalité. Il répertorie les recherches parues sur des sujets touchant aux domaines de recherche de la Chaire.

Le *Bulletin de veille* est diffusé une fois par deux semaines, le mardi du début septembre à la mi-juillet.

En 2018-2019, 20 bulletins de veille ont été produits et transmis aux personnes inscrites sur la liste de distribution de la Chaire.

- Une version actualisée du *bulletin de veille* a été lancée le 26 mars 2019. Le format d'affichage s'ajuste maintenant aux dimensions de l'écran du lecteur.
-

Outils interactifs

En 2018-2019, deux outils interactifs ont été mis en ligne

- **Panorama des Finances publiques du Québec**
Outil lié au projet réalisé portant le même nom. Lancement en juin 2018.
- **Simulateur fiscal du Québec**
Outil lié au projet réalisé portant le même nom. Lancement en juin 2018.

Les outils suivants ont également été mis à jour :

- Bilan de la fiscalité,
 - Le Canada et l'échange de renseignements (français et anglais)
 - Guide des mesures fiscales
-

Rapport d'activités 2017-2018

Mise en ligne, dans la section « À propos » du site Internet de la Chaire, du rapport d'activités qui résume les travaux accomplis par les membres de la Chaire entre le 1^{er} avril 2017 et le 31 mars 2018. Au terme de la lecture de ce rapport, le lecteur peut constater que les activités de la Chaire ont été nombreuses et variées et qu'elles ont suscité beaucoup d'intérêt, tant professionnel que médiatique.

Document synthèse

Synthèse des cadres financiers des partis politiques – Élections 2018

- publiée dans le cadre de l'événement « Débat électoral sur les enjeux de fiscalité et de finances publiques au Québec » en septembre 2018
 - par Antoine Genest-Grégoire, Luc Godbout, Yves St-Maurice et Suzie St-Cerny
-

Résumé

Pendant le débat électoral sur les enjeux de fiscalité et de finances publiques débat, les candidats ont notamment pu présenter leur cadre financier. C'est dans ce contexte que la Chaire a préparé et publié une synthèse des cadres financiers des partis politiques. La synthèse vise à recenser dans un même document les principaux engagements des partis politiques qui modifient le cadre financier du gouvernement du Québec, tel que présenté dans le rapport préélectoral rendu public le 20 août 2018 par le ministère des Finances du Québec.

Diffusion

- 29 septembre 2018 : les données de la synthèse ont été intégrées à l'outil interactif du Devoir permettant de visualiser les cadres budgétaires des partis en vue des élections québécoises.
-

Compte Twitter

Résumé

Le compte Twitter de la Chaire (@chairefiscalite) relaie les études et interventions des chercheurs ainsi que des éléments d'actualité en lien avec la fiscalité.

- 366 abonnés et a atteint 5 646 personnes.
-

Capsule vidéo

Résumé

Professionnel de recherche responsable : Antoine Genest-Grégoire

La capsule vidéo a été produite par les auteurs de l'étude.

Cette capsule présente l'outil interactif développé par la Chaire.

- Simulateur fiscal du Québec : Mesurer les effets de changements de paramètres fiscaux du gouvernement du Québec. Tutoriel, 12 juin 2018
-

Chroniques / Lettres d'opinion

Chroniques

Mag Laval a publié trois (3) chroniques de Luc Godbout

- Un cadre pour les promesses électorales, 7 juin 2018
- Des promesses c'est bien, mais des promesses chiffrées c'est mieux! 17 septembre 2018
- Comment évolue la fiscalité québécoise ? 18 février 2019

Lettres d'opinion

Dans le cadre de la série Opinion : Jeter, transformer, conserver et ajouter, Luc Godbout a écrit :

- « Se donner les moyens de nos ambitions », section débats, 28 décembre 2018
-

Refonte du site Internet de la Chaire

Le site Internet de la Chaire a été refait entièrement avec la collaboration du webmestre. L'affichage des différentes pages s'adapte maintenant à tous les formats d'écran. La diffusion de ce nouveau site a été faite le 20 février 2019.

Organisation d'événements

Événements de la Chaire

Activités liées à la campagne électorale québécoise en vue de l'élection de 2018

Luc Godbout, Antoine Genest-Grégoire et l'équipe de la Chaire

Résumé

Ces activités sont est en lien avec la tenue des élections générales québécoises du 1^{er} octobre 2018. Elle vise à mettre de l'avant les enjeux de finances publiques et de fiscalité dans l'espace public, en lien avec la mission de diffusion de la Chaire.

– **Journée de réflexion : Comment aborder les finances publiques en période électorale?** 25 mai 2018

Sous forme d'une demi-journée, des discussions ont eu lieu sur la façon de traiter les questions de finances publiques et de fiscalité dans le cadre d'une élection. L'événement comprenait un panel de journalistes, un panel de groupes de recherche ou de la société civile ainsi qu'une présentation par la vérificatrice générale en lien avec son mandat concernant le rapport préélectoral sur l'état des finances publiques.

Nombre de participants : 62

– **Débat électoral sur les enjeux de finances publiques et de fiscalité au Québec** 19 septembre 2018

La Chaire a organisé un débat entre les représentants des quatre partis politiques représentés à l'Assemblée nationale portant sur les engagements des partis en matière de fiscalité ainsi que sur les paramètres de leurs cadres budgétaires respectifs. Le débat a été animé par le journaliste Éric Desrosiers, du Devoir, il a fait l'objet d'une couverture médiatique et les cadres financiers des partis ont été diffusés sous forme d'un court cahier de recherche suite à celui-ci.

Nombre de participants : 104

Journée de réseautage – 2^e rencontre des enseignants en fiscalité

Luc Godbout, Lyne Latulippe et Marie-Pierre Allard

Résumé

Le 21 septembre 2018 a eu lieu la deuxième rencontre des professeurs en fiscalité. La journée est organisée dans le but de développer un lieu de réseautage des professeurs en fiscalité des universités québécoises, permettant des échanges variés tant sur la fiscalité que sur l'enseignement de la fiscalité.

Ordre du jour présenté :

- Table ronde sur l'intégration des TIC dans l'enseignement de la fiscalité dont le développement des outils interactifs de la Chaire
- Conférence sur la relation entre le fisc et le contribuable
- Table ronde sur la manière d'aborder l'enseignement des taxes à la consommation au 1^{er} cycle universitaire

Nombre de participants : 33

Lancement Bilan de la fiscalité au Québec – Édition 2019

Luc Godbout et l'équipe de la Chaire

Résumé

Cette conférence a eu lieu le 10 janvier 2019, avec le conférencier d'honneur : M. Éric Girard, ministre des Finances du Québec et ministre responsable de la région de Laval

Activité organisée en collaboration avec l'APFF

Le bilan collige les principales annonces fiscales survenues au cours de la dernière année. Plus fondamentalement, le bilan recense, à l'aide d'une soixantaine de graphiques et tableaux brièvement expliqués, une série d'indicateurs importants de la fiscalité québécoise, de son évolution dans le temps ainsi que des comparaisons interprovinciales et internationales.

Nombre de participants : 165

Publication liée : cahier de recherche 2019-01 *Bilan de la fiscalité du Québec. Édition 2019*

Midis-conférences et Conférence organisée par la Chaire

Les midis-conférences visent à présenter des travaux publiés par la Chaire et/ou pour apporter des réflexions sur des sujets d'actualités sur la fiscalité

- **Famille et fiscalité : le Québec est-il encore un paradis pour la famille en 2018?** 21 juin 2018
Présentateurs : Luc Godbout, Suzie St-Cerny et Michaël Robert-Angers
Nombre de participants : 34
Publication liée : cahier de recherche 2018-09 : *Famille et fiscalité : le Québec est-il encore un paradis pour la famille en 2018*

 - **Soutenabilité budgétaire à long terme du Québec, Édition 2018: Des défis subsistent** 7 novembre 2018
Présentateurs : Luc Godbout et Yves St-Maurice
Nombre de participants : 33
Publication liée : cahier de recherche 2018-14.

 - **The Curse of the Common Law : Can Tax Complexity be Cured?** 5 juillet 2018
Conférencier invité : Rick Krever, professor, University of Western Australia Law School, Perth, Australie
Nombre de participants : 60

 - **Imposition des gains en capital : réformes et observation** 14 novembre 2018
Conférencier invité : John Minas, maître de conférence, Griffith Business School
Présentateurs : François Vaillancourt et Anna Kerhkoff
Nombre de participants : 25
Publication liée : cahier de recherche n° 2018-15

 - **When I grow up ...understanding the motivations that individuals have for pursuing a career in tax** 28 novembre 2018
Conférencier invité : Till-Arne Hahn, doctorant Queen's University
Nombre de participants : 60
Projet lié : Évolution de la pratique de la fiscalité
-

Événements externes

Conférence - Repenser la mondialisation, statuer sur la concurrence fiscale – TaxCOOP à l'OCDE en collaboration avec le Forum international des Amériques

3 octobre
2018

Conférence présentée à l'OCDE dans le cadre du Forum international des Amériques, le 3 octobre 2018 à Paris. Cette conférence était la 4^e édition de la série de conférences TaxCOOP sur la concurrence et la coopération fiscale internationale réunissant des experts de différents milieux (gouvernement, académique, secteur privé, organisations internationales, société civile).

Contribution de la Chaire par Lyne Latulippe : Soutien pour l'élaboration du programme et organisation du débat entre Arthur B. Laffer et Richard Murphy sur la nécessité d'encadrer la concurrence fiscale.

Programme disponible à <http://www.taxcoop-conference.com/programme-complet-2018-2/>

Toutes les conférences sont accessibles sur Youtube.

Un sommaire du débat a été publié par *International Tax Review*, la transcription de la conférence-entrevue de Pascal St-Amans a été publiée dans la *Revue Française de finances publiques* et sera publiée comme cahier de recherche.

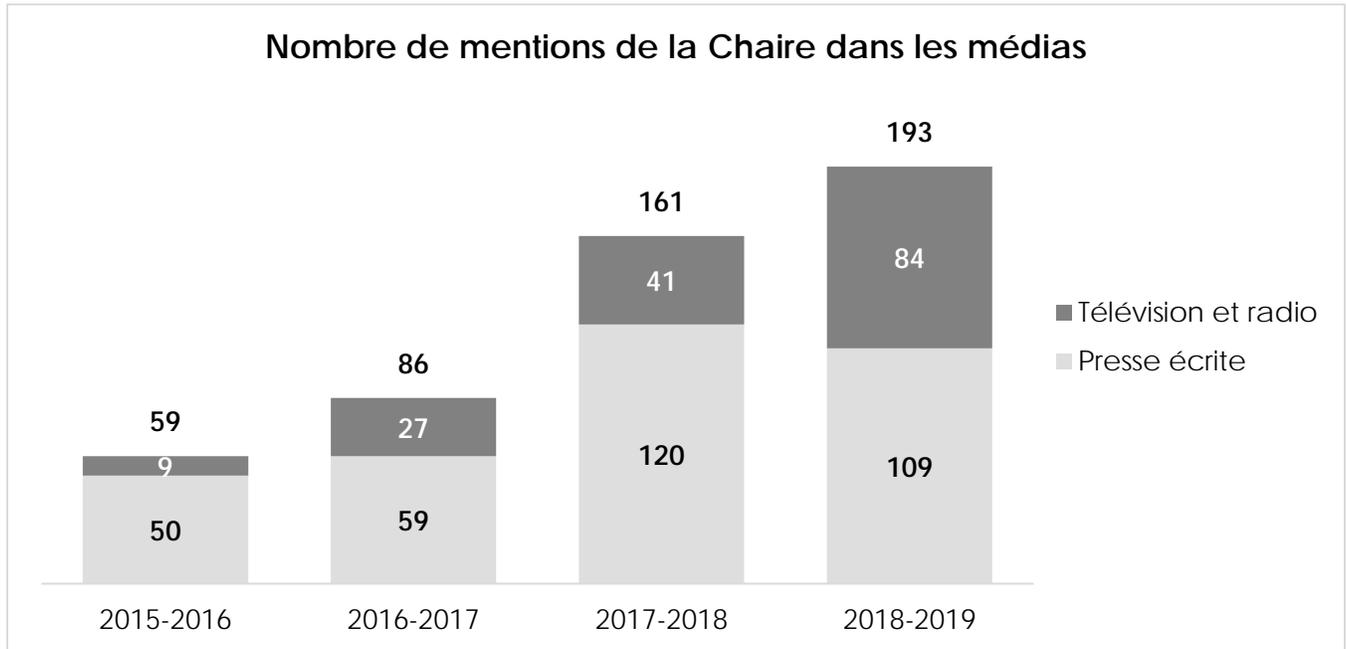
Participations à des conférences – événements

- Lyne Latulippe, « The Art of Paradigm Maintenance : Explaining the Resistance in International Corporate Taxation Since the Financial Crisis », International Studies Association Annual Conference, Panel (Re)-Writing the rules of International taxation, San Francisco, 4 avril 2018
- Lyne Latulippe, commentatrice pour *Évasion fiscale, fiscalité du numérique : l'ambition européenne*, CERIUM, avril 2018
- Luc Godbout, Réseau Allix – *Colloque sur les premières lois de finances de la présidence Macron – l'approche parlementaire au Québec et au Canada*, avril 2018
- Luc Godbout, Grande conférence de la rentrée universitaire 2018 – *Les Grands enjeux de la fiscalité québécoise*, septembre 2018
- Luc Godbout, *Colloque Détection de fraude et conformité* – Conférence sur la fiscalité et l'incitation au travail, septembre 2018
- Antoine Genest-Grégoire, présentation « Never Too Rich to be Middle-Class: an Assessment of the Reference-Group Theory and Implications for Redistributive Taxation » à l'atelier international « What Drives Inequality ? » du Luxembourg Institute of Socio-Economic Research, Esch-sur-Alzette, Luxembourg, octobre 2018
- Antoine Genest-Grégoire, présentation « Joins-toi à nous & Parlons cannabis », panel portant sur le droit, la santé et la fiscalité en lien avec la légalisation du cannabis, à Sherbrooke, événement organisé par le Regroupement des étudiants-chercheurs en sciences de l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke, novembre 2018
- Luc Godbout, Centre d'études fiscales et financières – *Conférence sur le fédéralisme financier au Canada*, novembre 2018
- Luc Godbout, Rendez-vous des gens d'affaires à Québec – panel sur la main d'œuvre et l'immigration, février 2019

Présence dans les médias

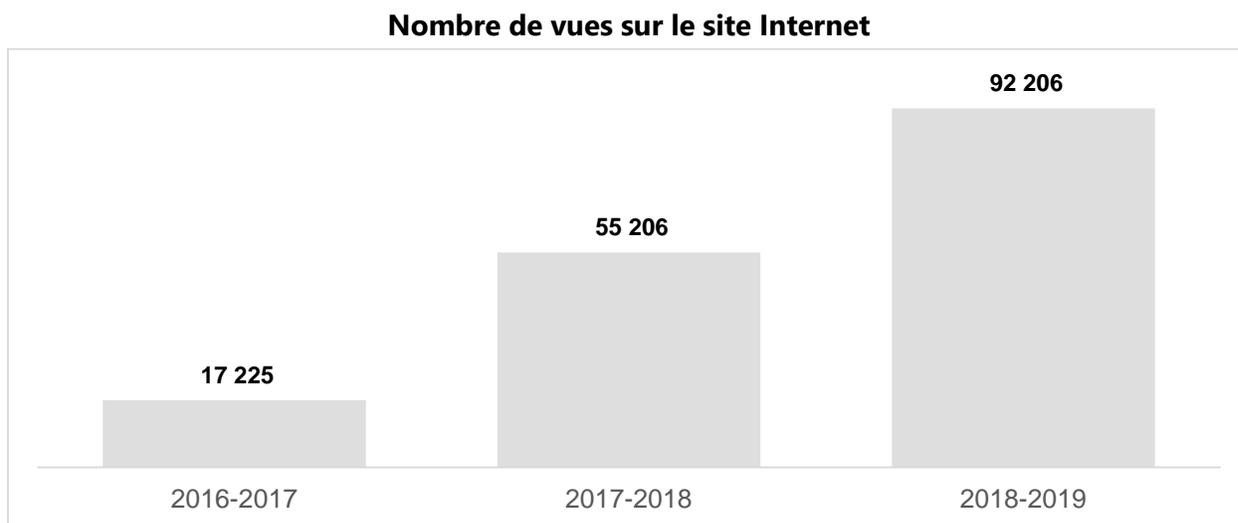
EUREKA

Par l'entremise de EUREKA, il est possible de connaître le nombre de mentions de la Chaire dans les médias. Le graphique suivant résume ces données pour les trois dernières années. On y voit une progression importante de la présence de la Chaire dans les médias.



Consultation du site Internet de la Chaire

Le nouveau site Internet de la Chaire a été mis en ligne le 20 février 2019. Ainsi, dans la statistique 2018-2019 du graphique suivant, les données du 20 février au 31 mars 2019 proviennent du nouveau site. Or, l'outil permettant de collecter les statistiques n'est pas le même.



Note : Le nombre de vues correspond au nombre de pages vues. Par exemple, si une personne visite trois pages pendant son accès au site, ce sont trois vues qui seront comptabilisées.

En 2018-2019, les pages les plus consultées sont :

- Guide des mesures fiscales
- Simulateur fiscal
- Bulletin de veille
- Bilan de la fiscalité
- Outil Le Canada et l'échange de renseignements (français et anglais ensemble)